

# GAUCHE, DÉMOCRATIE ET « GOUVERNEMENTS POPULAIRES » : PLUSIEURS PONTS ET QUELQUES PRÉCIPICES

RÉFLEXION SUR L'ARGENTINE, LA BOLIVIE, L'ÉQUATEUR  
ET LE VENEZUELA

PABLO STEFANONI \*

*La relation entre la gauche, la démocratie et le « populisme » a toujours été une question extrêmement complexe et leurs relations ambivalentes sont aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour avec l'arrivée au gouvernement de différents mouvements qui ravivent la flamme nationale populaire. Cet article vise à analyser de manière empirique les avancées, les inerties et les défis qu'affrontent les gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, de l'Équateur et du Venezuela, tout en élargissant le débat : existe-t-il vraiment un clivage gauche/droite ? Si oui, ce clivage est-il pertinent pour appréhender les réalités de l'Amérique latine ? La thèse centrale de cet article est qu'un programme de gauche peut contribuer à mettre en débat des questions que ni le nationalisme ni l'indigénisme n'abordent réellement.*

Le nombre de qualificatifs qui existent pour caractériser les gouvernements d'Amérique latine qui se proposent de laisser le néolibéralisme derrière eux (progressistes, gauche, nationalistes et même postnéolibéraux – deux préfixes qui se suivent ! -) témoigne, de lui-même, d'une difficulté à englober en une seule tendance un ensemble d'expériences diverses et issues de trajectoires, de conjonctures et de cultures politiques très différentes les unes des autres bien que traversées par une certaine

---

\* RÉDACTEUR EN CHEF DE LA REVUE *NUEVA SOCIEDAD* ; auteur de *Qué hacer con los Indios. Y otros traumas irresueltos de la colonialidad*, Plural, La Paz, 2010 ; coauteur avec Maristella Svampa et Bruno Fornillo de *Debatir Bolivia. Perspectivas de un proceso de descolonización*, Taurus, Buenos Aires, 2010.

solidarité idéologique<sup>1</sup>. En réalité, le clivage gauche/droite a toujours été compliqué dans ce que l'on appelle le « tiers monde », où l'antagonisme entre nation et impérialisme a contribué à déstabiliser – et souvent à marginaliser – les simples visions de classes et à définir des perspectives dans lesquels les gauches qui réussissaient étaient souvent des « gauches nationalistes ».

Comme l'a souligné la soviétologue Sheila Fitzpatrick, la tendance développementaliste du marxisme (on pensait qu'il était nécessaire d'abandonner le capitalisme pour atteindre le niveau des pays développés) prédomine sur la tendance émancipatoire<sup>2</sup>. En fait, si les « soviets » comme forme de démocratie populaire semi-directe sont tombés rapidement en disgrâce, « l'électrification » – métonymie utilisée pour parler de projets industriels souvent démesurés – demeure en grande partie en vigueur jusqu'à aujourd'hui. Il n'y a pas longtemps, le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, parlait d'un projet de construction de « barrages gigantesques comme ceux que l'on voit à la télévision ». De même, un journaliste de *Cambio*, le journal de l'État, quant à lui, a eu soudain l'idée de remplir la mer de sel d'Uyuni de centrales nucléaires...

De toute évidence, le lien gauche – développementalisme – anti-impérialisme a dessiné une voie sur laquelle Lénine s'est clairement imposé à Marx et la géopolitique a surdéterminé – et noyé – toutes autres perspectives plus libertaires et émancipatrices, qui étaient souvent perçues comme l'expression de « faiblesses de petit bourgeois » face aux grands combats de la lutte entre le camp socialiste et le camp capitaliste.

Pour résumer à des « idéals types » ou « types idéaux », en Amérique latine, une partie de la gauche a défendu le mariage avec le nationalisme (populiste) – la « gauche nationale » en étant l'expression la plus claire – comme voie possible d'accès au postcapitalisme grâce à l'approfondissement des réformes nationales populaires (renforcement de l'État, nationalisation progressive de l'économie, intégration latino-américaine, etc.) alors qu'une tendance plus « sociale-démocrate », ou marxiste « révolutionnaire », considérait que le populisme n'ouvrait pas mais fermait la route vers le socialisme. Les premiers en

<sup>1</sup> Ceci est clairement apparu dans le soutien du « modéré » Lula Da Silva au « radical » Hugo Chávez lors du coup d'État de 2002 au Venezuela, ou dans le soutien de Michelle Bachelet – depuis Unasur – au processus de changement en Bolivie lors du coup « civico-préfectoral » de 2008.

<sup>2</sup> Sheila Fitzpatrick, *La revolución rusa*, Siglo XXI, Buenos Aires, 2005.

vertu du caractère centraliste et antipluraliste (organiciste) du populisme, et les seconds parce que – finalement - les régimes « populistes » étaient l'expression d'une bourgeoisie nationale qui ne voulait avancer que de manière limitée vers la mobilisation des masses et la cantonner à une série de réformes limitée – et ambivalente – qui associaient plus de droits avec une très forte discipline d'État. Il est clair que les partis communistes se sont positionnés de façon cyclothymique dans ces discussions, en suivant les lignes directrices internationales décidées à Moscou, en taxant d'abord les gouvernements nationaux-populaires des années 40 de « nazi-fascistes » (par exemple le gouvernement de Juan D. Perón en Argentine et celui de Gualberto Villarroel en Bolivie) pour considérer ensuite le péronisme, par exemple, comme un allié dans la lutte pour la libération nationale et sociale <sup>3</sup>.

Après cette brève introduction, peut-être vaut-il la peine de se demander lesquelles de ces tensions ont encore cours aujourd'hui dans la relation entre ce que l'on pourrait appeler génériquement une idéologie de gauche d'une part et les gouvernements du bloc du changement dans leur acception nationale populaire qui sont réellement au pouvoir de l'autre. Est-il possible de continuer à lire la réalité en termes de gauche et de droite ?

Une première observation concernant le processus de changement en cours aujourd'hui en Amérique du Sud après l'hégémonie néolibérale - surtout pendant les années 90 - est que les régimes considérés comme les plus radicaux, autant par la gauche que par la droite, sont ceux qui sont arrivés au pouvoir par le biais d'organisations politiques qui ne sont pas issues du tronc de la gauche traditionnelle (Venezuela, Équateur et Bolivie) alors que ceux qui viennent d'une tradition de gauche sont ceux qui sont considérés comme « modérés » (Brésil, Uruguay et même le Chili). Et, à ce stade, il est utile de nous arrêter et de tenter d'avancer quelques hypothèses préliminaires.

1. Le radicalisme des processus qui se développent en Amérique du Sud ne dépend pas uniquement des paris idéologiques des gouvernements (« carnivores » ou « végétariens », selon Álvaro Vargas Llosa), mais d'une série de trajectoires politiques et institutionnelles préalables, ainsi que du degré de manque de confiance dans la politique. Là où le système des partis a imploré et le système politique lui-même a été contesté en tant

---

<sup>3</sup> Voir Carlos Altamirano, *Peronismo y cultura de izquierda*, Temas, Buenos Aires, 2001.

que démocratie élitiste excluante (Bolivie, Venezuela et Équateur), a surgi une demande de refonte du pays qui s'est exprimée dans l'appel à des assemblées constituantes. Ces assemblées se proposaient, entre autres, de mettre fin au « colonialisme interne », qui, dans le cas de la Bolivie et l'Équateur – mais aussi du Venezuela –, excluait matériellement et symboliquement les majorités indigènes, « afros » ou métisses.

2. La gauche organisée qui est arrivée au pouvoir (le *Partido de los Trabajadores brasileño* – Parti des travailleurs brésiliens, le *Frente Amplio uruguayo* – Front élargi uruguayen et, en partie, le Parti socialiste chilien, à qui on pourrait maintenant ajouter le FMLN du Salvador) a souffert directement de l'impact de la crise de l'après-1989, qui, de manière générale, a conduit à une accentuation du repli vers le centre gauche (une évolution qui avait déjà commencé en Amérique latine au cours du processus de retour à la démocratie des années 80, encouragée par ailleurs par l'autocritique de la violence dans les années 70). Cela n'a pas eu lieu, ou s'est passé dans une moindre mesure, pour les gauches plus faibles et dispersées qui ont cherché une planche de salut dans le nationalisme et l'indigénisme, ainsi que dans le rejet des partis politiques. Elles y puisaient de nouvelles sources de radicalisation idéologique : la défense de la patrie, la revendication des indigènes, le rejet de la « partidocratie »... Le principal signal des refontes c'est que, maintenant, « il y a une patrie pour tous », fer de lance de l'antinéolibéralisme.

3. En effet, si nous observons plus en détail les mouvements les plus « radicaux », il est possible de conclure que la source de leur radicalisme est dans la vision nationaliste : anti-impérialisme, polarisation entre peuple et oligarchie, nationalisations, remplacement des élites au pouvoir, etc. et si le socialisme (« du XXI<sup>e</sup> siècle ») est de nouveau à l'ordre du jour, il est vu à nouveau comme un approfondissement du nationalisme et en droite ligne avec lui (ce n'est pas un hasard si ni Chávez, ni Evo ni Correa ne parlent de lutte des classes). Il n'est pas étonnant qu'étant donné la nature pétrolière et minière de l'économie vénézuélienne, équatorienne et bolivienne, l'on ait une sorte de socialisme ou nationalisme « géologique »<sup>4</sup>. La nouveauté réside dans le fait que le nouveau nationalisme n'oscille plus entre la droite et la gauche (comme Vargas, Perón ou Paz Estenssoro) et

---

<sup>4</sup> Fernando Molina, *El pensamiento boliviano sobre los recursos naturales*, Pulso, La Paz, 2009.

que sa facette anticommuniste a disparu ; d'ailleurs, il y a un lien fort, à la fois géopolitique et affectif, avec le régime cubain.

Si nous regardons vers les sensibilités éthico-morales, il n'est pas difficile de découvrir que ces mouvements non seulement manquent de radicalisme, mais qu'ils peuvent (au moins leurs fractions hégémoniques) être ouvertement conservateurs en ce qui concerne les droits à la contraception et l'avortement ou les droits des minorités sexuelles et l'égalité des sexes. Le kirchnérisme est un cas particulier, qui a fait de ces thèmes progressistes un axe de sa politique, en montrant la capacité presque infinie du péronisme à incorporer des revendications très diverses et dans ce cas, étrangères à son histoire, même la plus récente.

4. Par ailleurs, le clivage gauche/droite est aujourd'hui théoriquement remis en cause non seulement par la tradition nationale populaire (qui vise l'alliance des classes patriotiques, bien que cette terminologie soit aujourd'hui peu utilisée), mais également par l'indianisme et différentes lectures post-coloniales ou décolonialistes et subalternistes qui présentent comme clivage alternatif celui de modernité/colonialité contre décolonisation. C'est le cas particulièrement en Bolivie et en Équateur, où la présence majoritaire ou le poids des populations indigènes ont permis de construire une série de lectures autour de la notion d'altérité radicale qui interroge la modernité/colonialité avec une certaine influence dans la pensée universitaire américaine. Pour Mignolo, par exemple, parler d'une « gauche indigène » pour caractériser le Mouvement vers le socialisme d'Evo Morales est une preuve de « l'impérialisme de gauche »<sup>5</sup> et pour l'intellectuel Aymara et le politique d'opposition, Simón Yampara, le fait de parler encore de gauche et de droite est le signe que la « puce coloniale » est toujours présente dans leur tête.

Il ne fait aucun doute que, dans des pays comme la Bolivie, une partie de la gauche a eu des attitudes coloniales envers les indigènes. Le problème est que, si la lecture gauche/droite ne parvient pas à appréhender l'ensemble des éléments en jeu dans l'actuel processus de changement, le moins que l'on puisse dire est que le fait de poser le débat en termes de modernité/décolonialité ne simplifie pas précisément les choses et ajoute une nouvelle série de problèmes, surtout si l'on dépasse ce que les acteurs disent d'eux-mêmes et que l'on complète les

---

<sup>5</sup> Walter Mignolo, *La idea de América Latina*, Gedisa, Madrid, 2007. Voir postface de l'édition espagnole.

entretiens avec leurs porte-paroles avec des observations sur le terrain, des descriptions denses et même des ethnographies sur les subalternes qui sont réellement là.

5. En fait, le problème de la validité du terme de gauche n'est pas lié à sa capacité à armer un « grand clivage » du champ politique contre la droite (même s'il est vrai que les nouveaux gouvernements populaires ont ravivé une lecture des différends existant en ces termes). Son potentiel est lié à des objectifs plus limités mais non moins puissants : un programme de gauche peut mettre à l'ordre du jour des questions que ni le nationalisme, ni l'indigénisme ne mettront en avant, en poursuivant par ailleurs une démocratisation radicale de la société. Par ailleurs, outre ce programme anticonservateur sur le terrain éthico-moral, la gauche devrait raviver une lecture socio-économique de la lutte sociale que les visions binaires du nationalisme cantonnent au plan politique (ou l'on est avec la révolution ou l'on est contre elle). Il en va de même des débats sur les possibles articulations entre l'État et le marché – que les indigénistes réduisent à une version banalisée de la complémentarité<sup>6</sup> et les nationalistes à une lecture politico-politique (séparation entre chefs d'entreprise « patriotes » ou « antipatriotes », par exemple) ou aux illusions développementalistes des années cinquante. Sur cette question, un réel bilan critique des expériences du socialisme réel est nécessaire, y compris dans le cas de Cuba. La remise en cause de la pertinence aujourd'hui du terme « gauche » entraîne généralement un silence sur ce programme qui est incontournable pour penser le changement politique, social et culturel.

Lorsque l'on regarde les processus en cours, on voit bien qu'il ne s'agit pas de revendiquer la préséance ontologique de la gauche sur les autres voies et les autres traditions, mais de penser à une possible articulation entre gauche, nationalisme populaire et démocratique d'une part et indianisme / décolonisation de l'autre pour envisager un projet émancipateur qui rende compte et lutte contre une pluralité d'oppressions. Ce n'est pas particulièrement nouveau ; ce qui est nouveau, néanmoins, est qu'il ne s'agit plus seulement d'un débat théorique dans un auditorium universitaire, mais d'une discussion qui définit des prises de positions concrètes face aux gouvernements « populaires » qui sont réellement au pouvoir.

---

<sup>6</sup> Par exemple, Yampara a déclaré que les entreprises multinationales doivent « être complémentaires » à l'État bolivien, sans s'arrêter à la logique du capitalisme, des gains et aux relations de pouvoir.

Suite à ces observations générales, il devient possible de regarder un peu plus attentivement certains aspects des expériences où ces tensions entre nationalisme et gauche sont les plus visibles : le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur et l'Argentine où le kirchnérisme revendique le péronisme de gauche des années 1970.

### **Crises politiques et émergences plébésiennes**

Le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie ont été les pays les plus fortement touchés par la crise du système des partis, et où la dynamique de la mobilisation sociale a généré des processus de renouvellement politique et de changement des élites. Cela conduit des analystes politiques, des militants et des dirigeants de mouvements sociaux de la région et à l'étranger à considérer que ces trois processus constituent l'aile radicale du virage à gauche de l'Amérique du Sud. Bien que cela soit peut-être discutable, surtout si l'on regarde les politiques publiques effectivement appliquées et l'ampleur des utopies en jeu, il est néanmoins vrai que c'est dans ce bloc que les discours de refondation ont été plus profonds. De ces revendications a émergé la convocation d'assemblées constituantes qui ont proposé non seulement de réformer les constitutions actuelles, mais de redessiner le squelette institutionnel.

La situation de l'Argentine est intermédiaire : la crise de 2001 a ouvert la voie à un programme post-néolibéral *sui generis*, qui, s'il ne comprenait pas la nationalisation des ressources naturelles, incluait, par exemple, des revendications progressistes comme le mariage homosexuel, inexistantes dans les trois autres pays. Mais le facteur déterminant a été que la capacité déjà évoquée plus haut du péronisme à se recycler idéologiquement a clairement limité la rénovation politique. Ainsi, il ne s'agit plus d'un renouvellement des élites, mais d'une auto-régénération du péronisme, qui était néolibéral dans les années 1990, et qui, aujourd'hui, est à nouveau national populaire. *Stricto sensu*, le kirchnérisme est progressiste dans la ville de Buenos Aires et ultrapragmatique à l'intérieur des terres argentines ; son hégémonie nationale est fondée sur des accords avec des gouverneurs péronistes qui sont déjà passés par la ménémisme, le duhaldisme (par Eduardo Duhalde, président après la crise de 2001) et adhèrent aujourd'hui au kirchnérisme... <sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> Les aspects les plus étranges de la réalité sont parfois éclairants. En 2010, lors d'un débat entre l'entrepreneur de viande excentrique, Alberto Samid, et un producteur agricole proche du Parti socialiste

Hugo Chávez, Rafael Correa et Evo Morales (et très partiellement Néstor et Cristina Kirchner) sont le résultat d'une combinaison issue de l'implosion de l'ancien système politique et l'émergence d'alternatives électorales réformatrices, néanmoins, ces crises – liées à une remise en cause de plus en plus forte du consensus de Washington – se sont développées de manière différente dans chacun des pays, aussi, il est utile de s'arrêter à chacun de ces processus spécifiques de crise et de renouvellement de la politique.

Dans le cas vénézuélien, le Caracazo a fait l'effet d'une douche froide de la réalité révélant l'instabilité – et l'étroit – consensus démocratique établi à partir du Pacte de « Ponto Fijo » de 1958, alors qu'en Bolivie et en Équateur se produisent une série de dérives présidentielles qui marqueront l'épuisement d'un certain type de « grammaire politique » qui marqua les cycles démocratiques initiés respectivement en 1982 et en 1979 ; mais dans les deux cas, il y a un point commun : les discours qui ont du succès sont ceux qui interpellent une partie de la société, qui, pour des raisons ethniques et socioéconomiques se sent exclue du système politique. Cela se traduira par la suite par des mots d'ordre – relayant les processus de changement – qui soulignent que la patrie (et les ressources naturelles stratégiques) « sera(ont) finalement à tous », comme nous l'avons déjà mentionné. En d'autres termes, il s'agit de transformer l'État en garant d'un « accès effectif des moins privilégiés aux droits et avantages matériels et spirituels (en termes de statut et de pouvoir symbolique, par exemple) propre à l'appartenance à la communauté nationale »<sup>8</sup>.

Aujourd'hui encore, on revient dans une grande mesure à l'idée de l'existence d'un « parti de la nation » face à l'antination, ce qui révèle une « politisation » des conflits d'intérêts (il est habituel de voir accuser telle ou telle lutte revendicatrice, même

---

de Santa Fe, dans le programme de télévision de Luis Majul, on a pu entendre ce dialogue haut en couleurs : Samid : « Je suis péroniste, j'ai soutenu Menem, Duhalde et maintenant je suis avec Kirchner ». Dirigeant rural : « Mais comment faites-vous pour être en même temps avec ceux qui ont privatisé et avec ceux qui disent qu'on doit revenir à l'État ? » Samid : « Tais-toi ! "Vende-patria" ! »

<sup>8</sup> Marc Saint-Upéry, *¿Hay patria para todos ? Ambivalencia de lo público y 'emergencia plebeya' en los nuevos gobiernos progresistas ?*, dans *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, n° 32, Flacso, siège académique Équateur, Quito, septembre 2008.



menées par des groupes sociaux ou politiques alliés, de « faire le jeu de l'Empire »), un certain organicisme non-dit et une idée *sui generis* du pluralisme : comme l'a relevé le vice-président García Linera lui-même, le pluralisme s'exprimerait en Bolivie à l'intérieur du Mouvement vers le socialisme (MAS).

L'entrée dans la politique des militaires est une donnée supplémentaire dans le cas vénézuélien : selon l'*Asociación Civil Control Ciudadano* (Association civile du contrôle citoyen), plus de 200 fonctionnaires de la *Fuerza Armada Nacional* (forces armées nationales) occupent de hauts postes au sein du gouvernement, pendant que 2 000 officiers occupent des emplois moyens et subalternes de l'administration publique <sup>9</sup>. C'est une différence avec la Bolivie, l'Équateur et plus encore avec l'Argentine où progressisme rime clairement avec antimilitarisme.

### Types de *leadership* et nouveaux partis

Hugo Chávez est, par de nombreux aspects, le leader classique populiste type au sens d'Ernesto Laclau <sup>10</sup> : un leader qui doit « construire » le peuple comme sujet politique ; alors qu'Evo Morales a eu un parcours inverse : dirigeant syndical, il est le produit d'un processus de décorporatisation d'une série de syndicats agricoles et d'organisations populaires de travailleurs qui a débordé sur la sphère politique. Par ailleurs, dans le cas du *leadership* de Chávez, la dimension charismatique /émotionnelle prédomine alors que l'on a, dans le cas d'Evo Morales, une autoreprésentation (« *maintenant [les paysans] nous sommes présidents* », « *Je vais diriger en obéissant* », etc.) qui incarne un *leadership* accompagné d'une solide « confiance ethnique ». Rafael Correa, pour sa part, est apparu comme un *outsider* de la politique dans un contexte de crise du système politique et de baisse de la mobilisation sociale. Nestor et Cristina Kirchner, quant à eux, sont le fruit d'un parcours politique traditionnel qui a démarré à l'extrême sud argentin – après un passage de jeunesse par la gauche péroniste, – où leur plus grande utopie – au moins jusqu'en 2003 – était d'agrandir leur fortune personnelle afin de permettre une action politique de plus grande envergure, conforme à leur définition de la politique comme « du *cash* + des

<sup>9</sup> Vanessa Cartaya et Flavio Cartucci, rapport pour la Fondation Friedrich Ebert, 2010.

<sup>10</sup> Ernesto Laclau, *La razón populista*, FCE, Buenos Aires, 2005.

attentes »<sup>11</sup>. Si Carlos Menem a fait un virage libéral pour se mettre en accord avec l'état du monde après la chute du mur de Berlin, les Kirchner ont fait un virage vers le centre gauche dans le nouveau contexte créé par le soulèvement populaire de 2001 à Buenos Aires.

Pour ce qui est des nouveaux partis, les situations sont également très différentes : en Bolivie, est entré au gouvernement un parti (bien qu'il ne se définisse pas comme tel) créé en 1995 considéré comme l'« instrument politique » des syndicats et des organisations paysannes ; en Équateur, Alianza País est créé à la va-vite autour de Correa et d'un groupe d'intellectuels progressistes ; en Argentine, « le péronisme infini » (selon les termes de Maristella Svampa) se maintient au pouvoir grâce à des reconfigurations internes, alors qu'au Venezuela, c'est depuis l'État que se construit en 2007 le Parti socialiste uni (PSUV) après le MBR 200 et le mouvement *Cuarta República* (MVR).

Pour le sociologue Edgardo Lander, « le PSUV est un champ de tensions : il ne représente ni le plein exercice de la démocratie depuis la base, ni un espace qui puisse être entièrement contrôlé depuis le sommet ». Toutefois, l'approfondissement de la tendance vers un *leadership* personnel érode peu à peu le premier terme de l'équation (l'un des slogans du PSUV après les élections de 2010 était « *Nous sommes des millions, mais une seule voix* »). Cette tendance est exprimée par Chávez lui-même sans euphémisme au cours de la manifestation du 13 janvier 2010 à l'occasion de la célébration des cinquante-trois ans de la chute de la dictature de Marcos Pérez Jiménez. Il dit : « J'exige une loyauté absolue de mon pouvoir... je ne suis pas un individu, je suis un peuple. Je me dois de faire respecter le peuple. Ceux qui veulent de la patrie, qu'ils viennent chez Chávez... Ici dans les rangs du peuple, de la révolution, j'exige une loyauté et une unité maximales. De l'unité, de la discussion libre et ouverte, mais de la loyauté... tout ce qui n'est pas cela est de la trahison ».

De là on peut se demander, sans y apporter de réponse : « comment traiter les tensions permanentes qui existent entre l'impulsion du tissu social de base qui s'est renforcé au cours des dernières années, l'organisation et la participation démocratique par le bas, et un modèle de *leadership* et de prise de décision vertical et hiérarchique ? »<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Walter Curia, *El último peronista. La cara oculta de Kirchner*, Sudamericana. Buenos Aires, 2006.

<sup>12</sup> Edgardo Lander, « ¿Quién ganó las elecciones parlamentarias en Venezuela? ¿Estamos ante l'última oportunidad de discutir el rumbo

Dans le cas de la Bolivie, comme nous l'avons souligné, la densité organisationnelle des masses populaires fixe les limites – encadre – le *leadership* charismatique d'Evo Morales. Mais cela, dans une certaine mesure seulement. Moira Zuazo s'interroge, dans un article publié dans *Nueva Sociedad*, paraphrasant le vice-président García Linera<sup>13</sup> : que se passe-t-il lorsque les soviets se replient ? Aujourd'hui, il est clair que le MAS est incapable de construire des espaces de débat interne et de mettre certaines questions à l'ordre du jour de l'État. En effet, la figure du « gouvernement des mouvements sociaux » ou celle qui veut « diriger en obéissant » n'est pas facile à mettre en pratique pour les organisations, alors que les replis corporatistes affaiblissent les regards les plus universalistes. Ici, l'État apparaît comme le messager de l'universel face aux mouvements qui apparaissent comme des agents d'intérêts particularistes. Que se passerait-il si « les organisations » prenaient de la distance vis-à-vis du gouvernement ? Par exemple, lorsque la fédération paysanne Túpac Katari de La Paz a demandé des changements ministériels, Evo Morales s'est senti gêné et a déclaré : « je ne nomme pas les dirigeants syndicaux, vous n'allez pas nommer les ministres » ; ou quand le vice-président a refusé que les organisations indigènes s'opposent à l'exploration pétrolière en Amazonie pour faire valoir leurs intérêts particuliers par-delà ceux du pays.

Ainsi, nous assistons à une combinaison complexe entre *leadership* charismatique et autoreprésentation sociale, qui, dans le cas de la Bolivie, paraît plus complémentaire que contradictoire, comme on aurait pu s'y attendre *a priori*. Le point faible de ces logiques organisationnelles est la formation de cadres et des processus d'apprentissage instables et en dépit des efforts réalisés pour construire une école des cadres, il n'a pas été possible d'inverser les déficits de formation politique et technique des militants du MAS (Mouvement vers le socialisme).

Dans le cas de l'Équateur, Rafael Correa – qui est passé brièvement par le ministère de l'Économie pendant le gouvernement d'Alfredo Palacio – s'est présenté avec succès comme venant « du dehors » de la politique, avec une forte dose d'extraversion. Un mélange de charisme juvénile, une aura de compétence technocratique et une certaine arrogance

---

del proceso bolivariano? », *Rebelión*, 5-10-2010.

<sup>13</sup> Moira Zuazo, « ¿Los movimientos sociales en el poder? El gobierno del MAS en Bolivia », *Nueva Sociedad*, mai-juin 2010.

messianique. En un sens, son « autoritarisme » personnel est très « exécutif », mélangé à une sorte de narcissisme caractéristique des intellectuels publics. Ainsi, dans les débats, il s'est distingué dès le début par sa grande efficacité à contrer les arguments de ses adversaires. Par la suite, il a accentué encore ces traits de caractère dans son programme de radio et de télévision le samedi, où il joue généralement le rôle du « grand professeur de la nation »<sup>14</sup>.

Comme le souligne Ramirez, « La candidature de Correa est allée, en effet, bien plus loin que toutes les autres, aussi loin que l'on remonte, dans l'exploitation du sentiment antipartisan profondément enraciné du citoyen. D'un côté, et à l'inverse des *outsiders* du passé, Correa a déconnecté sa candidature de tout ancrage partisan et a fondé un *mouvement citoyen* – Alianza País. Par la figure du *mouvement citoyen*, il cherchait à souligner l'origine sociétale de la nouvelle formation électorale. En même temps, Alianza País a pris la décision risquée et inédite de ne pas accompagner l'élection présidentielle de présentations de candidatures parlementaires. Ceci a défini l'identité d'origine du mouvement (antipartisan), en lui donnant un caractère anti-systémique et a préfiguré la stratégie du changement politique radical que Correa mènerait à partir de ce moment »<sup>15</sup>.

Pour Ramirez, il y a un excès de marketing dans la construction politique corréiste, « le réalisme implacable du pouvoir du gouvernement est ainsi complétée par un subtil réalisme sociologique : cela n'aurait pas de sens de rechercher la mobilisation d'une société fatiguée et éloignée de la politique. Il s'agit plutôt de l'interpeller en tant qu'opinion publique et de lui faire voir - via la télévision - les réussites du gouvernement. Rien de

<sup>14</sup> Une chose similaire peut être attribuée à García Linera dans ses apparitions les plus sporadiques sur la chaîne de télévision de l'État, où il donne littéralement des cours au pays sur le projet du gouvernement. Bien que Chávez fasse de la pédagogie dans *Aló Presidente*, souvent cartes et crayon en main, il est loin de la classe magistrale et s'appuie sur un lien pédagogico-affectif et sur la mobilisation émotionnelle de la base, en mêlant des questions de gouvernement avec un spectacle beaucoup plus polyvalent et assez chaotique du point de vue argumentaire.

<sup>15</sup> Franklin Ramirez Gallegos, « Participación y desconfianza política en la transformación constitucional del Estado ecuatoriano », conférence présentée dans le cadre du séminaire « Réforme de l'État dans les pays andins-amazoniens », IFEA-PIEB, La Paz, juin 2009.

plus efficace pour parvenir à une masse de citoyens léthargiques et désorganisés que le déploiement des médias. [...] La supplantation de la construction organisationnelle et de la délibération démocratique par le marketing et l'offre de vastes audiences ne suffit pas, néanmoins, à générer des liens politiques ni des espaces réels de participation et de dialogue avec les acteurs réels »<sup>16</sup>.

Le kirchnérisme, quant à lui, a plusieurs dates de naissance en tant que mouvement hégémonique à l'intérieur du péronisme. L'une d'elles pourrait être 2003, quand Eduardo Duhalde, faute de candidats et après avoir renoncé à postuler lui-même, fait du gouverneur de Santa Cruz son candidat. On peut en voir une autre en 2005, quand Cristina Kirchner devient sénatrice de la province de Buenos Aires en battant Chiche Duhalde et le dénonce à Eduardo Duhalde comme « capo mafieux ». On pourrait avoir une troisième date en 2008, lorsque, après avoir perdu la bataille avec les agro-exportateurs, le couple Kirchner décide de radicaliser son discours et se lance dans la guerre contre le groupe médiatique Clarín. On promulgue la loi sur les médias audiovisuels – et l'Église – en faisant approuver par le Parlement le mariage homosexuel. La période qui débute après le décès de Nestor Kirchner en 2010 marquerait la quatrième étape, avec, d'un côté, l'ancien président qui devient le mythe mobilisateur d'un « nouveau sujet » : la jeunesse, dont l'expression la plus officielle, La Cámpora, renoue avec la « glorieuse jeunesse des années 1970 »<sup>17</sup> et, de l'autre côté, un péronisme de gauche assez étranger à « l'histoire officielle » du mouvement ; opération politique symbolique que Cristina Fernandez rejoint avec enthousiasme.

### **Assistance ou égalité : quelle intégration sociale ?**

Le souhait de sortir d'une situation rentière fut exprimé au Venezuela dans la formule d'Arturo Úslar Pietri : « semer du pétrole », qui visait à réinvestir les ressources des revenus pétroliers dans les secteurs productifs de l'économie, notamment dans l'agriculture ; et ce programme est toujours le pilier du

<sup>16</sup> Franklin Ramirez G., « Post-neoliberalismo indócil. Agenda pública y relaciones socio-estatales en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », Revue *Temas y Debates* 20, année 14, octobre 2010, Universidad Nacional de Rosario-CLACSO.

<sup>17</sup> Ce qui ne doit pas nous induire à penser qu'il y aurait un point de comparaison biographique quelconque entre ces jeunes fonctionnaires et les combattants des années 1970.

nationalisme en Équateur et en Bolivie, où il serait suffisant de remplacer le pétrole par le gaz. Mais – comme le montre l’histoire – il n’est pas facile de sortir de l’ « extractivisme » et cette idée ne remonte pas pour autant jusqu’à la volonté présidentielle ; de nombreuses forces font bloc autour des intérêts qu’elle représente. Le Venezuela est aujourd’hui l’un des plus gros importateurs de denrées alimentaires de toute l’Amérique latine (pour un montant de plus de 5 milliards de dollars) <sup>18</sup>.

La Bolivie et, en grande partie, l’Équateur, dont l’économie, en outre, est dollarisée, souffrent de cette « maladie néocoloniale ». Même en Argentine, la montée de l’industrie minière à grande échelle a été impressionnante au cours des dernières années, favorisant l’accumulation par dépossession <sup>19</sup>. Mais contrairement aux autres, et bien que présentant des niveaux élevés de concentration et de rachat des terres par des étrangers <sup>20</sup>, l’Argentine possède une industrie beaucoup plus diversifiée, doublée aujourd’hui d’une capacité retrouvée de négociation salariale des syndicats, dans un contexte de réduction du chômage et d’expansion des politiques sociales, mais avec une très forte inflation.

C’est au Venezuela qu’ont été testées le plus grand nombre de politiques, mais c’est aussi, des trois, le pays où ces actions ont été les plus désarticulées des institutions existantes. Il est utile de nous arrêter sur ce point, car le socialisme bolivarien est souvent considéré comme l’expérience la plus radicale du continent. En plus d’une décennie, le régime de Chávez a testé divers mécanismes – dans un premier temps, des « missions civico-militaires » – afin de mener des « processus d’intégration massifs et accélérés » via « une répartition plus équitable des revenus pétroliers ». Les critiques de l’économie rentière parlent de « culture du campement », au Venezuela, qui est dominé par des missions extraordinaires sans continuité dans le temps <sup>21</sup>.

<sup>18</sup> <http://www.americaeconomia.com/negocios-industrias/importaciones-de-alimentos-en-venezuela-ascenderan-us6500m-en-2011>

<sup>19</sup> Maristella Svampa et Mirta Antonelli (coord.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Biblos, Buenos Aires, 2009.

<sup>20</sup> Daniel Aspiazu Martín Shorr, « La recuperación salarial en la Argentina posconvertibilidad », *Nueva Sociedad*, janvier-février 2010.

<sup>21</sup> Rafael Uzcátegui, « La revolución como espectáculo. Una crítica anarquista al gobierno bolivariano », *El Libertario - La cucaracha ilustrada - Malatesta - Tierra del Fuego*, Buenos Aires, 2010.

Mais c'est Chávez lui-même qui, en admettant implicitement l'échec d'un programme de développement posthydrocarbures a baptisé le projet en cours de « socialisme pétrolier »<sup>22</sup>.

Dans ce contexte, la recette à succès en ce sens est incarnée par les missions sociales, qui ont eu de grandes répercussions, à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela et dont le démarrage date de 2003. Les raisons de leur mise en œuvre sont liées à la conjoncture politique et Chávez lui-même a évoqué le lien entre le déploiement des missions et les sondages qui le disaient perdant pour le référendum révocatoire de 2004 convoqué à l'initiative de l'opposition, suite à quoi il a demandé le soutien de Fidel Castro pour élaborer une mégapolitique sociale<sup>23</sup>.

Bien que les plus critiques eux-mêmes admettent les effets positifs des missions, les interrogations portent sur leur

<sup>22</sup> Dans *Aló Presidente 288*, le président vénézuélien explique : « Nous sommes déterminés à construire un modèle socialiste très différent de celui que Marx a imaginé au XIX<sup>e</sup> siècle. Notre modèle s'appuie sur cette richesse pétrolière. » Il affirme, en outre, que « Le socialisme pétrolier ne peut se concevoir sans l'activité pétrolière » et que cette ressource « donne une configuration particulière à notre modèle économique » (Chávez : « nous construisons un socialisme pétrolier très différent de celui que Marx a imaginé », Presse de PDVSA, 29-07-2007, *Aporrea*, en ligne : <http://www.aporrea.org/ideologia/n98719.html>)

<sup>23</sup> « Vous devez vous rappeler que, suite au coup d'État et tout ce gâchis, l'ingouvernabilité, la crise économique, nos propres erreurs, il y a un moment où nous étions à égalité [avec les forces d'opposition], ou pas beaucoup en dessous. Une entreprise de sondage internationale recommandée par des amis est venue au milieu de 2003, elle a passé deux mois ici et elle est venue à Palacio pour m'annoncer l'horrible nouvelle : « Monsieur le président, si le référendum avait lieu aujourd'hui, vous perdriez ». Je me souviens que cette nuit-là m'a fait l'effet d'une bombe... C'est alors que nous avons commencé à travailler avec les missions, nous avons conçu la première ici, et j'ai commencé à demander l'appui de Fidel. Je lui ai dit : « Regarde, j'ai une idée : attaquer par le bas de toutes nos forces » et il m'a dit : « S'il y a quelque chose dont je suis sûr, c'est de cela, tu peux compter sur toute mon aide. » Et les médecins [cubains] ont commencé à arriver par centaines, un pont aérien, des va-et-vient d'avions qui vont chercher des ressources... Et nous avons commencé à inventer les missions... et alors nous sommes remontés dans les sondages et les sondages ne se trompent pas... » Cité dans Marta Harnecker, *Interventions du président le 12 novembre 2004* (*Aporrea*), citées dans Uzcategui, *op. cit.*

caractère *ad hoc* par rapport aux institutions existantes (elle sont généralement financées par la compagnie pétrolière d'État PDVSA), qui a été justifié officiellement par la nécessité d'éviter les obstacles bureaucratiques et pour favoriser la rapidité de leur mise en place (l'ancien État apparaît souvent comme un obstacle pour la révolution qui est résolue en créant des institutions parallèles et plutôt très instables en termes de continuité).

Dans le même temps, le système de santé officiel a été confronté à sa pire crise entre 2008 et 2009 et les autorités elles-mêmes ont reconnu l'effondrement opérationnel du système sanitaire (y compris des cas de fermeture du fait de la migration du personnel médical, le mauvais état des infrastructures, l'insalubrité et l'insécurité)<sup>24</sup>. Ce qui s'est doublé d'une insécurité très élevée qui a touché essentiellement les classes populaires.

En Équateur et en Bolivie, le modèle pourrait également être défini comme une combinaison entre « extractivisme » – et une présence de l'État plus importante, par le biais de processus de nationalisation<sup>25</sup>, de développementalisme modéré (particulièrement sur l'ensemble des infrastructures routières) et de démocratisation de la distribution des revenus pétroliers. De manière générale, l'Argentine mise également sur des politiques de transmission directe des revenus (bons) et les infrastructures sociales (santé, éducation, denrées alimentaires à faible coût, etc.). Mais malgré les discours – qui parlent beaucoup du rêve de développement/industriel – et certain plans de développement plus hétérodoxes (surtout en Équateur, au moins sur le papier), il y a peu de progrès dans l'élaboration d'un programme « post-extractiviste », à moyen ou même à long terme.

\*\*\*

À la lumière de cette rapide analyse, on voit bien qu'il y a des ponts indéniables entre une gauche démocratique et libertaire et les processus de changement actuels, mais également certains précipices. Il est clair que les gauches ont fait partie des mouvements populaires qui ont affaibli le néolibéralisme dans les rues et qu'en Bolivie, au Venezuela, en Équateur et – de manière beaucoup moins directe et plus complexe – en Argentine, ils ont donné naissance à de nouveaux gouvernements progressistes.

---

<sup>24</sup> Cartaya et Cartucci, *op. cit.*

<sup>25</sup> Par ailleurs, certains secteurs accusent Chávez d'affaiblir la nationalisation des années 1970 avec les contrats d'association avec des entreprises internationales (voir site web [www.soberania.org](http://www.soberania.org)).



Aujourd'hui, il est clair que si ces gouvernements échouent, ce qui viendra ensuite ne sera pas « plus de gauches » mais des tendances restauratrices de l'ordre ancien. Indéniablement, les notions de retour de l'État, d'indépendance nationale et de volonté d'intégration latino-américaine accrues font-elles partie des actifs des nouveaux gouvernements et les gauches devraient-elles échapper aux lectures « antipopulistes » : la politique est revenue sur le devant de la scène et cela ne peut être que positif.

On peut observer un processus de démocratisation au sens large ou, comme le dit Tilly, un développement de la confiance politique, une diminution de l'autonomie des centres de pouvoir indépendants (les pouvoirs factuels) en termes de production de politiques publiques et une augmentation de l'égalité politique<sup>26</sup>. Mais cela ne doit pas empêcher de faire face aux tendances effectives qui vont à l'encontre de l'autonomie sociale au titre de logiques organicistes ou de processus de judiciarisation de la politique, et il ne faudrait pas tomber dans une polarisation « facile » contre des ennemis élus par les gouvernements en fonction d'objectifs qui sont souvent à court terme.

Il en va de même de l'économie : si des progrès ont été réalisés dans des politiques sociales plus amples, il est non moins vrai qu'un projet de gauche devrait aller au-delà de perspectives compensatoires et mettre la redistribution des richesses sur un plan davantage lié à un projet de réformes cohérent (ce n'est pas un hasard que la réforme fiscale demeure à réaliser, à l'exception de l'Équateur). Et cela est également vrai pour les valeurs : au Venezuela, ce que l'on appelle la « bolibourgeoisie » ou « bourgeoisie bolivarienne » a accepté une corruption élevée et des niveaux d'impunité très inquiétants. En Argentine, le kirchnérisme a permis des niveaux de pragmatisme politique incompatibles avec une réforme intellectuelle et morale réelle de la politique. Ici, on pourrait dire que critiquer l'idée que « la politique consiste à n'avoir de dégoût par rien »<sup>27</sup> n'est pas synonyme de naïveté intellectuelle. Il ne faut pas perdre de vue que le côté obscur du « retour de la politique » – et ceci est particulièrement vrai pour l'Argentine – est un capitalisme « de copains », une manière « politique » de mesurer l'inflation et la consolidation d'une vision du pouvoir dominée par les influences de coulisses.

<sup>26</sup> Charles Tilly, *Democracia*, Akal, Madrid.

<sup>27</sup> José Pablo Feinmann, *El flaco. Diálogos irreverentes con Néstor Kirchner*, Planeta, Buenos Aires, 2011.

La question de la géopolitique est à part. Le soutien plus ou moins explicite du bloc « national et populaire » à Muamar Kadhafi a placé les gouvernements de Chávez, Evo Morales, Daniel Ortega et Correa dans une position hostile envers la révolution démocratique arabe. Le fait qu'initialement Chávez ait admis avoir été informé de la situation que vivaient l'Égypte et la Tunisie au travers de Kadhafi et du dictateur syrien Bashar al Assad en dit long sur la vision purement « géopolitique » du nationalisme dans le pouvoir, à l'encontre d'une solidarité internationaliste effective avec les peuples qui luttent. En parallèle, le brusque virage de Chávez face à la Colombie, au gouvernement duquel il remet maintenant des chefs des Farc<sup>28</sup> capturés, met en garde sur la nécessité de ne pas faire de suivisme et de conserver une posture critique et indépendante.

De toute évidence, le soutien critique n'est pas facile dans la pratique où il est souvent difficile de se positionner entre l'appui sans conditions au pouvoir et l'opposition de droite sans donner une image de purisme intellectuel. Il est bien connu que toute prise de position en politique a des conséquences qui échappent à celui qui prononce un discours. Mais entre le fait de se vautrer aveuglément dans la « boue » pour « être du côté du peuple » et celui de rester dans une tour d'ivoire confortable, il y a une ample variété de positions possibles, autant sur le plan politique qu'intellectuel, sans aller vers un binarisme qui, que ce soit dans la bouche de Bush ou de Chavez, mène au même résultat : un étouffement de la pensée critique. Comme le souligne Guillermo Almeyra, on doit éviter d'appliquer à la politique la phrase qui apparaissait aux côtés des conducteurs de bus en Argentine : « ne pas déranger le conducteur ».

---

<sup>28</sup> « ¿Qué significa la deportación del director de Anncol a Colombia ? », *La semana*, 26-4-2011, <http://www.semana.com/nacion/significa-deportacion-del-director-anncol-colombia/155717-3.aspx>